

PRESS/TE 013
27 septembre 1996

**LE COMITE DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OMC CONTINUE
D'EXAMINER DES PROPOSITIONS RELATIVES AUX RECOMMANDATIONS
A PRESENTER A LA REUNION MINISTERIELLE DE SINGAPOUR ET
AU PROGRAMME DE TRAVAIL AU-DELA DE CETTE REUNION**

A la réunion qu'il a tenue les 24 et 25 juillet 1996, le Comité du commerce et de l'environnement (CCE) de l'OMC a continué d'examiner des questions et propositions relatives à tous les points de son programme de travail. Il a été saisi de plusieurs nouveaux documents, concernant l'examen des accords commerciaux sous l'angle de l'environnement, les rapports entre les principes commerciaux et les principes environnementaux, l'éco-étiquetage, les mesures commerciales appliquées en vertu d'accords environnementaux multilatéraux (AEM), l'accès aux marchés et les ADPIC.

Points 1 et 5: Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris celles qui relèvent d'accords environnementaux multilatéraux/Rapports entre les mécanismes de règlement des différends du système commercial multilatéral et ceux qui sont prévus dans les accords environnementaux multilatéraux

Singapour, au nom de l'ANASE, a présenté une proposition consistant à envisager des dérogations pluriannuelles au cas par cas pour les mesures commerciales prises en application d'AEM, sur la base de directives non contraignantes définissant le genre de mesures qui pourraient bénéficier d'une telle dérogation. Les mesures commerciales spécifiques requises par des AEM pourraient être considérées, au cas par cas, comme des circonstances exceptionnelles justifiant une dérogation au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, sous réserve qu'elles répondent à certains critères et conditions relatifs à la nécessité, à la moindre restriction du commerce, à l'efficacité, à la proportionnalité et au degré de preuve scientifique. Il convenait de s'abstenir d'employer des mesures commerciales discriminatoires dans le but de contraindre des pays à adhérer à un AEM, et les conditions prévues pour l'octroi d'une dérogation aideraient à faire en sorte que l'on ne recoure à des mesures commerciales discriminatoires envers les non-parties que si cela était absolument nécessaire pour atteindre les objectifs de l'AEM. L'avantage d'une approche fondée sur des dérogations était qu'elle permettait un réexamen périodique et préservait la spécificité de l'OMC en tant qu'organisme compétent en matière de commerce international. La majorité nécessaire pour qu'une dérogation soit accordée était telle qu'elle garantirait qu'il existe un accord pour considérer que le problème d'environnement visé justifie une action multilatérale, sans qu'il soit nécessaire que l'OMC définisse les AEM. Les Membres de l'OMC devraient

formellement renoncer à recourir à des mesures non spécifiques dans le cadre d'un AEM ainsi qu'à des mesures unilatérales. Pour régler les différends relatifs à l'environnement, les groupes spéciaux de l'OMC pourraient faire appel à des experts indépendants. L'ANASE pensait qu'on pourrait poursuivre ce débat, au besoin, après la Conférence ministérielle de Singapour.

La Sierra Leone jugeait utile la formule de dérogation proposée par l'ANASE, car elle préconisait une attitude prudente et faisait une distinction entre les mesures restreignant les échanges qui sont expressément prescrites par un AEM, celles qui sont autorisées ou envisagées dans un AEM et celles qui sont liées à l'application de cet AEM, y compris les mesures nationales prises pour honorer les engagements contenus dans des AEM-cadres. En revanche, certains Membres, dont la Suisse, les Etats-Unis et le Canada, pensaient que la formule de la dérogation n'était pas adaptée aux AEM. L'un d'entre eux a dit que les critères proposés par l'ANASE étaient trop restrictifs: ils imposeraient des contraintes additionnelles et limiteraient la possibilité de recourir à des mesures commerciales nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux de certains AEM.

Hong Kong a présenté un document proposant: i) que l'OMC conseille aux négociateurs d'AEM les meilleurs moyens possibles pour assurer la compatibilité des mesures commerciales découlant des AEM avec l'OMC, au moyen d'un guide récapitulant les principes et obligations liés à l'OMC qu'il convient de respecter lorsqu'on envisage d'introduire dans un AEM des mesures commerciales, complété par des réunions d'information au niveau des Secrétariats des AEM et de l'OMC; ii) qu'une dérogation pluriannuelle puisse être accordée pour des mesures commerciales prises en application d'un AEM, sous réserve que certains critères, fondés sur l'introduction de l'article XX de l'Accord général, soient satisfaits: existence d'un véritable consensus international, moindre incompatibilité avec les dispositions de l'OMC, moindre restriction des échanges, efficacité et proportionnalité. Pour les mesures commerciales expressément prescrites par un AEM, il serait possible d'exclure le critère de nécessité prévu à l'article XX. La dérogation pluriannuelle, une fois accordée, serait réexaminée chaque année dans le cadre d'une procédure simple d'"examen négatif", qui permettrait d'accorder des prorogations annuelles à condition que les circonstances exceptionnelles qui avaient justifié la dérogation initiale continuent d'exister. Cela permettrait de pouvoir compter sur une prorogation d'une durée suffisante des mesures légitimes prises pour résoudre des problèmes d'environnement; iii) qu'en cas de différend, les Membres de l'OMC qui sont parties à un AEM soient libres de choisir d'un commun accord de recourir au mécanisme de règlement des différends de l'AEM. Cependant, tout Membre de l'OMC souhaitant recourir au Mémoire d'accord sur le règlement des différends pour régler un différend touchant une mesure commerciale découlant d'un AEM devrait avoir la faculté de le faire, qu'il soit ou non partie à l'AEM et que celui-ci comporte ou non un mécanisme de règlement des différends, et quel que soit ce mécanisme.

Les Etats-Unis pensaient que toute tentative de résumer les dispositions de l'Accord général risquait d'accroître la confusion plutôt que de clarifier la situation, comme dans le cas des "produits similaires" pour lesquels il n'y avait pas de définition établie.

Un autre Membre a présenté un document sur les points 1 et 5, selon lequel l'expérience de l'utilisation du mécanisme du GATT et de l'OMC pour régler des différends portant sur des mesures commerciales prises à des fins de protection de l'environnement, y compris en application d'AEM, ne faisait apparaître aucune nécessité de recommander des modifications des dispositions de l'Accord général de 1994. En analysant les mesures commerciales isolément des autres mesures prévues dans les AEM, le CCE risquait d'encourager le recours à des mesures commerciales pour atteindre des objectifs environnementaux, donnant ainsi une légitimité à l'emploi de telles mesures comme sanction pour obliger des pays à appliquer des dispositions qui n'ont rien à voir avec le commerce. Les dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends semblaient permettre de faire

appel, au besoin, à des spécialistes de l'environnement pour régler des différends portant sur des mesures environnementales touchant le commerce. Il a été suggéré que l'on continue d'examiner la question, si nécessaire, après la Conférence ministérielle.

Plusieurs Membres estimaient que les dispositions de l'OMC pourraient être suffisantes pour permettre d'appliquer des mesures commerciales relevant d'AEM en les soumettant à une discipline satisfaisante. Certains ont évoqué à cet égard le récent rapport de l'Organe d'appel sur la législation des Etats-Unis relative à l'essence nouvelle formule. Néanmoins, le sentiment était que le CCE devrait continuer d'étudier la question après la réunion de Singapour.

Point 2: Rapports entre les politiques environnementales qui intéressent le commerce et les mesures environnementales ayant des effets notables sur le commerce et les dispositions du système commercial multilatéral

Les Etats-Unis ont préconisé qu'on fasse des études d'impact sur l'environnement dans le contexte des accords commerciaux afin de cerner les complémentarités entre les politiques environnementales et les politiques commerciales et de déterminer les moyens de renforcer les incidences positives sur l'environnement et d'éviter les incidences négatives afin d'appuyer le développement durable. Ils ont proposé que les Ministres recommandent que les gouvernements étudient les effets environnementaux des accords commerciaux susceptibles d'avoir d'importantes incidences sur l'environnement, dans le cadre de l'élaboration de ces accords, et que les Membres de l'OMC soient invités à communiquer au Secrétariat, pour consultation, les résultats de ces études et les méthodes employées.

Le Canada a souscrit à la proposition des Etats-Unis et dit qu'il avait étudié l'impact environnemental de l'ALENA et des résultats du Cycle d'Uruguay. Plusieurs autres Membres, dont la Nouvelle-Zélande, le Nigéria, l'Egypte et la Corée, pensaient que l'OMC n'avait pas compétence pour recommander l'utilisation d'un instrument de politique environnementale.

Un autre Membre a proposé que le CCE ouvre un débat sur les principes environnementaux et commerciaux généraux pour déterminer comment il serait possible d'employer avec souplesse les dispositions de l'OMC de façon à promouvoir le développement durable, compte tenu des intérêts des pays en développement. Les principes commerciaux qui pourraient être examinés étaient la non-discrimination (NPF, traitement national), la protection par des droits de douane, la transparence, la nécessité et l'efficacité, la moindre restriction des échanges, la proportionnalité et l'équivalence et le traitement spécial et différencié des pays en développement. Les principes environnementaux pertinents étaient la responsabilité commune mais différenciée, la souveraineté sur les ressources environnementales, la répartition juste et équitable des avantages et les besoins spécifiques des pays en développement.

Plusieurs Membres, notamment Singapour, au nom de l'ANASE, l'Egypte, le Pérou et le Bangladesh, ont appuyé cette proposition. D'autres pensaient que la liste de principes proposée était trop restrictive et qu'il fallait y inclure le principe de coopération, le principe pollueur-payeur et le principe de précaution. Les Etats-Unis ont dit que la notion d'efficacité n'était pas mentionnée dans la jurisprudence du GATT.

Point 3 b): Rapports entre les dispositions du système commercial multilatéral et les prescriptions, établies à des fins de protection de l'environnement, relatives aux produits, y compris les normes et règlements techniques et les prescriptions en matière d'emballage, d'étiquetage et de recyclage

Le Canada a présenté un projet de décision sur l'éco-étiquetage, fondé sur les principaux éléments de ses interventions et propositions antérieures au titre de ce point du programme de travail (voir

Commerce et environnement, PRESS/TE 008). Il a souligné la nécessité d'une transparence "armée" dans le cadre de l'Accord OTC, qui serait dans l'intérêt des exportateurs des pays développés comme de ceux des pays en développement. Dans ce projet de décision, le Canada reconnaissait la nécessité d'un complément d'analyse après la réunion ministérielle, particulièrement en ce qui concerne les procédés et méthodes de production (PMP) ne se rapportant pas à des produits, qui devrait se faire sans préjudice des vues des Membres sur cette question complexe.

La CE a présenté une note informelle sur les systèmes facultatifs d'éco-étiquetage, qui avaient moins d'effets restrictifs sur le commerce que d'autres instruments de politique environnementale créant des obstacles au commerce liés à des produits. Elle pensait que les systèmes facultatifs d'éco-étiquetage fondés sur l'analyse du cycle de vie ne semblaient pas pleinement couverts par l'Accord OTC et que les critères concernant les PMP ne se rapportant pas aux produits ne correspondaient pas à la définition des "normes" annexées à cet accord. Des programmes d'éco-étiquetage qui ne seraient que partiellement couverts par l'Accord OTC (les critères ne se rapportant pas aux produits étant exclus) n'auraient pas de sens. La CE pensait qu'il ne serait pas possible de formuler un accord portant exclusivement sur les éléments au sujet desquels un certain consensus s'était dégagé et qu'il ne serait pas opportun d'examiner la question de la transparence sans préciser d'abord le statut de l'analyse du cycle de vie dans le cadre de l'éco-étiquetage facultatif. Elle ne pourrait donc pas reconnaître formellement à Singapour que les programmes d'éco-étiquetage entraient dans le champ d'application de l'Accord OTC; il faudrait dans un premier temps préciser le statut des méthodes fondées sur l'analyse du cycle de vie dans le contexte des Accords de l'OMC.

Plusieurs Membres, dont le Nigéria, le Pakistan et la Sierra Leone, ont formulé des objections aux suggestions tendant à étendre le champ d'application de l'Accord OTC aux règlements techniques ou normes fondés sur l'analyse du cycle de vie. D'autres, notamment la Corée, l'Egypte et l'Australie, pensaient qu'il était trop tôt pour tirer des conclusions à cet égard, mais l'Australie a suggéré que le CCE se demande s'il serait opportun que les programmes d'éco-étiquetage respectent le Code de pratique annexé à l'Accord OTC. Plusieurs Membres pensaient qu'il fallait poursuivre l'analyse de l'impact de l'éco-étiquetage sur le commerce. On a rappelé les préoccupations déjà exprimées au sein du CCE au sujet de la compétence de l'ISO s'agissant de définir des normes multilatérales pour l'analyse du cycle de vie. La Sierra Leone et le Venezuela pensaient que les travaux futurs devraient mettre l'accent sur les notions de reconnaissance mutuelle et d'équivalence. La Corée pensait qu'il fallait préciser les relations entre l'analyse du cycle de vie et l'Accord OTC avant d'examiner les effets des systèmes d'éco-étiquetage sur le commerce. Un Membre a dit qu'il faudrait vérifier et examiner plus à fond l'efficacité des programmes d'éco-étiquetage, en tenant compte particulièrement de leur impact sur les pays en développement.

Point 4: Dispositions du système commercial multilatéral pour ce qui est de la transparence des mesures commerciales appliquées à des fins de protection de l'environnement et des mesures et restrictions environnementales qui ont des effets notables sur le commerce

Hong Kong a dit que la base de données sur l'environnement qu'elle avait proposé de créer (voir *Commerce et environnement*, PRESS/TE 010) pourrait être élaborée à partir des informations contenues dans le Répertoire central des notifications et que des informations secondaires sur les mesures environnementales liées au commerce pourraient en être extraites, notamment en ce qui concerne la structure et la nature des mesures et le nombre de notifications. Certains renseignements, tels que le volume des échanges concernés ou la conformité des mesures avec les dispositions de l'OMC, ne seraient pas disponibles. Hong Kong a suggéré que les Membres pourraient fournir des renseignements sur les mesures environnementales liées au commerce par l'intermédiaire de points d'information nationaux existants ou à créer, ou des autorités compétentes.

Plusieurs Membres, dont le Japon et le Pérou, ont appuyé la proposition de créer une base de données pour améliorer la transparence des mesures environnementales. Répondant à une intervention antérieure de Hong Kong, le Pérou et le Nigéria ont dit qu'à leur avis il ne serait pas justifié d'employer le MEPC pour améliorer la transparence des mesures environnementales et que cela risquerait de créer des obligations supplémentaires pour le Membre dont la politique commerciale est examinée. Les Etats-Unis ne voyaient pas très bien l'utilité d'un point d'information sur l'environnement, puisqu'il existait déjà des points d'information au titre des Accords OTC et SPS, et pensaient que les mesures environnementales ne nécessitaient pas un contrôle plus attentif que les autres mesures.

Point 6: Incidences des mesures relatives à l'environnement sur l'accès aux marchés, notamment du point de vue des pays en développement et surtout des moins avancés d'entre eux, et avantages environnementaux de l'élimination des restrictions et distorsions des échanges

Les Etats-Unis ont présenté un document qui développait les propositions faites par l'Argentine et l'Australie au titre de ce point (voir *Commerce et environnement*, PRESS/TE 009 et 010) et dit que les effets de la libéralisation des échanges sur la qualité de l'environnement dépendaient de la façon dont évoluerait le niveau de l'activité économique et de la pollution qu'elle provoque, des rééquilibrages intersectoriels et des modifications des méthodes de production. En outre, ces effets seraient différents selon qu'il existait déjà des politiques appropriées de protection de l'environnement ou non. La libéralisation des échanges avait plus de chance de favoriser la croissance économique et l'amélioration de l'environnement s'il existait une politique de l'environnement bien conçue et sérieusement appliquée. La suppression des distorsions qui altérerait les prix relatifs des produits alimentaires et des intrants agricoles, conjuguée avec l'application d'une bonne politique de l'environnement, modifierait les incitations économiques et serait bénéfique pour l'environnement. Le CCE devrait chercher à identifier les mesures favorables à la fois au commerce et à l'environnement qui pourraient être prises dans d'autres secteurs également.

L'Australie a présenté une communication¹ dans laquelle elle faisait observer que le rapport entre la libéralisation du commerce, l'environnement et le développement durable était un thème constant des travaux du CCE et rappelait le préambule de l'accord instituant l'OMC. Elle recommandait que ce point reste inscrit en permanence au programme de travail et évoquait certains problèmes concernant les pays à faible revenu tributaires des produits de base et la réforme du commerce agricole sur lesquels il faudrait se pencher. Il fallait que la Conférence ministérielle approuve un message positif sur la contribution qu'un système commercial multilatéral fort peut apporter au développement durable. On ne pouvait exclure que des intérêts protectionnistes utilisent des prétextes environnementaux pour ériger des obstacles au commerce et, même lorsqu'il n'y avait pas d'intention protectionniste, certaines mesures environnementales pouvaient créer des obstacles au commerce. En conséquence, le dialogue et la coopération s'imposaient pour que les pays puissent régler les problèmes d'environnement sans créer des obstacles non nécessaires au commerce. Les pays en développement, en particulier, avaient exprimé la crainte que leur accès aux marchés et leur compétitivité ne souffrent de mesures environnementales telles que les programmes d'éco-étiquetage.

La CE a présenté une note informelle soulignant qu'il importait de parvenir à un équilibre entre les trois grands axes du débat, commerce, environnement et développement. Elle pensait que les responsables du commerce devraient accueillir favorablement les nouveaux types de mesures environnementales, comme l'éco-étiquetage facultatif, qui tendaient à moins restreindre les échanges que les mesures classiques. Elle a relevé que la croissance induite par le commerce n'était pas

¹A la demande de l'Australie, le Comité a décidé de mettre cette communication en circulation générale. On peut s'en procurer des exemplaires en s'adressant au Secrétariat de l'OMC.

incompatible avec le développement durable et qu'un système commercial multilatéral ouvert permettait une utilisation plus rationnelle des ressources pour un niveau donné de revenu. L'élimination des restrictions et distorsions du commerce est importante pour tous les pays, en particulier les pays en développement et les PMA. Il fallait que les engagements pris dans le Cycle d'Uruguay soient honorés pour qu'ils puissent porter leurs fruits. Néanmoins, les effets sur l'environnement n'étaient pas automatiques et il fallait mettre en oeuvre des stratégies de développement durable et des politiques environnementales efficaces aux niveaux national et international. Le facteur déterminant pour la durabilité de l'agriculture n'était pas le volume de la production, mais les méthodes de production. Les mécanismes du marché ne permettraient d'optimiser l'allocation des ressources, du point de vue tant économique qu'écologique, qu'à condition que les coûts environnementaux soient entièrement internalisés. L'agriculture durable supposait un cadre cohérent associant les facteurs environnementaux, sociaux et économiques. Pour exploiter les atouts environnementaux et sociaux du monde agricole, il fallait appliquer des politiques structurées de développement rural et d'aménagement du territoire au niveau régional, comprenant des mesures ne produisant pas de distorsion (comme celles de la catégorie verte). La CE pensait que, pour la suite des travaux, il faudrait tenir compte de ces considérations et examiner plus à fond les relations entre les structures tarifaires, les restrictions des exportations, la dépendance à l'égard des produits de base et l'environnement.

La Corée a présenté une note informelle dans laquelle elle appelait l'attention sur le manque d'éléments permettant de déterminer les relations existant entre les politiques publiques, la libéralisation du commerce et la qualité de l'environnement. L'évaluation du secteur agricole ne peut se faire que dans un cadre élargi, tenant compte des mécanismes d'interaction entre agriculture durable et développement rural, sécurité alimentaire et défaillances du marché.

Plusieurs Membres, dont la Sierra Leone et Hong Kong, ont souscrit aux propositions faites par l'Australie et d'autres, qui préconisaient qu'on établisse un rapport équilibré sur ce point et qu'on poursuive les travaux. Il fallait mettre l'accent sur le développement durable, en tenant compte en particulier des pays en développement, et analyser les relations entre l'environnement et la libéralisation du commerce dans des secteurs autres que l'agriculture, notamment celui des textiles et vêtements.

L'Argentine pensait qu'il restait difficile de quantifier la valeur des externalités liées aux distorsions et restrictions du commerce des produits agricoles. Les propositions de l'Argentine, de l'Australie, de l'Inde, des Etats-Unis et de la Norvège soulignaient la nécessité de rechercher les domaines dans lesquels il était possible de faire des réformes positives à la fois pour l'environnement et le commerce et à cet égard l'agriculture devrait être mentionnée dans le rapport du CCE. L'abrogation ou la correction de mesures gouvernementales qui aggravaient les externalités négatives permettrait de cerner et de quantifier les défaillances du marché et d'internaliser les coûts environnementaux. Le Japon a dit qu'à son avis c'était au Comité de l'agriculture qu'il incombait de surveiller l'application de l'Accord sur l'agriculture et a réaffirmé que, même si la libéralisation de l'agriculture pouvait avoir des effets positifs sur l'environnement, les conditions n'étaient pas les mêmes dans tous les pays et il fallait prendre en considération différents facteurs.

Le Bangladesh pensait que le débat devrait être axé sur le financement des politiques environnementales et l'internalisation des externalités environnementales, qui ne serait pas automatique. Il faudrait également étudier l'incidence de certaines mesures, comme l'éco-étiquetage, sur les perspectives de développement des pays en développement. Il convenait d'examiner les moyens dont disposent ces pays pour combattre le paupérisme, s'adapter à la libéralisation des échanges et introduire des mesures environnementales afin de réaliser un équilibre entre la protection de l'environnement et les autres priorités du développement.

Point 7: Question des exportations de produits interdits sur le marché intérieur

La Suisse, le Japon, les Etats-Unis et d'autres ont commenté le projet de décision présenté par le Nigéria (voir *Commerce et environnement*, PRESS/TE 010). La Suisse pensait que la contribution de l'OMC devrait consister à s'occuper des produits qui ne sont pas assujettis aux obligations de notification d'AEM ou d'autres instruments pertinents (comme les directives de Londres) et que son rôle devrait se limiter à des échanges d'information sur les mesures de réglementation. Pour cela, on pourrait employer les mécanismes d'information des Accords OTC ou SPS et répertorier ces notifications sous un titre approprié. Seuls les produits interdits sur le marché intérieur devraient être notifiés à l'OMC. L'extension de l'obligation de notification aux produits dont la vente est strictement réglementée risquait de provoquer un déferlement de notifications qui compromettraient la transparence recherchée. Pour donner aux pays qui n'étaient pas parties aux instruments internationaux concernés des renseignements sur les exportations de produits dont la vente est strictement réglementée, la Suisse pensait qu'on pourrait inclure dans les examens des politiques commerciales un chapitre décrivant les interdictions ou réglementations rigoureuses visant les produits dangereux. Par ailleurs, elle pensait que le CCE n'était pas l'organe dans lequel il convenait d'examiner la question de l'assistance technique, car il était préférable de confier cette question à des organismes autres que l'OMC, ayant les compétences voulues.

Plusieurs Membres ont évoqué les difficultés que soulevait la définition des produits interdits sur le marché intérieur. Ils pensaient que le renforcement de la coopération entre l'OMC et les autres organismes internationaux compétents devrait contribuer à limiter les incertitudes, même si la définition des produits dont la vente est strictement réglementée continuait de poser des problèmes.

Point 8: Rapport entre les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et l'environnement

Un Membre a proposé que le CCE examine plus à fond les rapports entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention cadre sur la diversité biologique, qui contenait plusieurs obligations relatives aux droits de propriété intellectuelle (DPI). L'Accord sur les ADPIC reconnaît que les DPI sont des droits privés et contient des obligations spécifiques concernant l'octroi de brevets pour des formes de vie dans la mesure où il oblige les Membres à breveter des micro-organismes et des procédés biologiques et microbiologiques. La Convention sur la diversité biologique réaffirme que les Etats ont des droits souverains sur leurs ressources biologiques et qu'il est souhaitable d'assurer un partage équitable des avantages découlant de leur utilisation.

La Corée a présenté une note informelle dans laquelle elle examinait comment le transfert d'écotechnologies pourrait contribuer à la réalisation des objectifs des AEM, relevant que la protection des DPI stimulait le progrès technique. La question des DPI se posait dans le contexte des AEM car une restriction de l'utilisation des techniques existantes entraînait un renforcement du pouvoir monopolistique des détenteurs des droits sur les techniques de substitution. Si l'accès aux techniques de substitution était fortement limité, il existerait un risque d'incompatibilité entre les objectifs de l'AEM et la protection des DPI. La Corée a illustré ce problème en faisant appel à deux exemples relevant du Protocole de Montréal (bromure de méthyle et HCFC), mais ces deux exemples ne permettaient pas de tirer des conclusions générales.

Plusieurs Membres, notamment les Etats-Unis, la CE, le Japon et le Canada, ont commenté ces propositions. Certains ne pensaient pas que le rapport entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la biodiversité soit ambivalent ou qu'il y ait incompatibilité entre ces deux instruments. La CE a dit que rien de ce qui pourrait avoir lieu au sein du CCE ne devrait porter atteinte à l'Accord

A SUIVRE

sur les ADPIC et plusieurs Membres ont dit que la protection des DPI n'était qu'un des nombreux facteurs qui influencent sur le transfert de technologie.

Point 9: Programme de travail envisagé dans la Décision sur le commerce des services et l'environnement

Un Membre a présenté une note informelle proposant que ce point soit inscrit au programme de travail futur du CCE.

FIN